

Discours de Leonid Brejnev (Helsinki, 31 juillet 1975)

Légende: Le 31 juillet 1975, prenant part à Helsinki à la phase finale de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), Leonid Brejnev, premier secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique, se félicite des résultats obtenus sur le plan diplomatique.

Source: BREJNEV, Leonid. Discours / Messages. Paris: Plon, 1977. 439 p. ISBN 2-259-210-2. p. 258-264.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_leonid_brejnev_helsinki_31_juillet_1975-fr-3567f2ca-a5f7-464d-9336-763edc090f0d.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Discours de Leonid Brejnev (Helsinki, 31 juillet 1975)

Cher camarade Président,

Chers participants à la Conférence,

Participant à la phase finale de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, nous sommes tous conscients du caractère exceptionnel de cet événement et de son ampleur politique. Nous pouvons dire avec assurance que ce sentiment est partagé par des millions et des millions d'hommes dans tous les pays représentés à cette conférence et au-delà. Avec nous ils prennent conscience de la portée de ce qui se déroule actuellement dans la capitale finlandaise.

A quoi est due la façon dont on considère cette Conférence des responsables politiques et des chefs d'Etat présents dans cette salle ?

La raison en est, évidemment, que les résultats de la Conférence sont à la mesure de l'attente et des espoirs tels qu'aucune autre démarche collective depuis les décisions communes des alliés après la guerre n'en a engendrés.

Ceux qui appartiennent à la génération ayant survécu aux horreurs de la Seconde Guerre mondiale se rendent compte mieux que quiconque de la portée historique de la présente Conférence. Ses objectifs touchent également le cœur et l'esprit de la génération d'Européens qui a grandi et qui vit en temps de paix, considérant à juste titre qu'il ne peut en être autrement.

Le sang a coulé en abondance en Europe au cours des deux guerres mondiales. Les responsables politiques et les dirigeants de 33 Etats européens, des Etats-Unis et du Canada se sont réunis à Helsinki pour contribuer en commun à transformer l'Europe en un continent qui ne connaîtrait plus de catastrophes militaires. Le droit à la paix doit être assuré à tous les peuples d'Europe. Il va sans dire que nous préconisons aussi la garantie de ce droit à tous les autres peuples de la planète.

Etant le foyer de nombreuses et brillantes cultures nationales et l'un des sommets de la civilisation mondiale, l'Europe est en mesure de donner un bon exemple de l'établissement de relations entre Etats sur la base d'une paix durable.

L'Union Soviétique ne considère pas les résultats de la Conférence comme un simple bilan politique de la Seconde Guerre mondiale. C'est en même temps la prise de conscience de l'avenir sur la base des réalités actuelles et de l'expérience séculaire des peuples européens.

C'est ici, en Europe, que les agresseurs se sont couverts plus d'une fois de tristes « lauriers », pour être ensuite maudits par les peuples. C'est ici, en Europe, qu'ont été élevées au rang de doctrine politique les prétentions à la domination mondiale, qui ont été rabattues par la défaite des Etats ayant mis leurs ressources au service d'objectifs criminels contre l'humanité.

Aussi l'heure est-elle venue de tirer les conclusions collectives indispensables de l'expérience historique. Et nous le faisons ici, parfaitement conscients de notre responsabilité envers l'avenir du continent européen qui doit exister et se développer dans des conditions de paix.

Personne ne peut nier que les résultats de la Conférence représentent un équilibre d'intérêts de tous les Etats participants. Aussi devons-nous y faire particulièrement attention.

Nous avons parcouru un chemin difficile allant de la simple idée d'une conférence européenne à son point culminant, sa conclusion au sommet. L'Union Soviétique, analysant lucidement la répartition et la dynamique des forces politiques en Europe et dans le monde, ne doute pas que les puissants courants de la détente et de la coopération entre les égaux qui déterminent de plus en plus, ces dernières années, le cours de la politique européenne et mondiale, prendront, grâce à la Conférence et à ses résultats, de nouvelles forces

et une plus grande ampleur.

Le document que nous avons à signer, faisant le bilan du passé, est, par son contenu, tourné vers l'avenir. Les accords intervenus concernent les problèmes les plus urgents de l'actualité : la paix, la sécurité et la coopération dans divers domaines.

Les rapports entre les Etats participants reposent sur les principes fondamentaux qui doivent définir les règles de leur comportement dans leurs relations. Ce sont les principes de la coexistence pacifique pour lesquels Lénine, le fondateur de l'Etat soviétique, a lutté avec tant de conviction et de persévérance, et pour lesquels lutte aujourd'hui notre peuple.

La Conférence a également défini les orientations et les formes concrètes de coopération dans les domaines des échanges commerciaux et économiques, de la science et de la technique, de la protection de l'environnement, de la culture, de l'enseignement, des contacts entre les hommes, les établissements et les organisations.

Aujourd'hui, les possibilités de la coopération s'étendent à des domaines où elle aurait été impensable aux temps de la guerre froide. Les échanges d'informations plus larges dans l'intérêt de la paix et de l'amitié entre les peuples en sont un exemple.

Ce n'est un secret pour personne que les mass media peuvent être au service de la paix et de la confiance, tout comme ils peuvent distiller dans le monde le poison de la discorde entre les pays et les peuples. Nous voudrions espérer que les résultats de la Conférence permettront également de donner une juste orientation à la coopération dans ces domaines.

La Conférence est parvenue à des accords importants qui complètent la détente politique par la détente militaire. C'est là un degré qualitativement nouveau dans le renforcement de la confiance entre les Etats.

L'Union Soviétique est fermement partisane de donner, après la Conférence, une nouvelle impulsion à la détente militaire. L'une des tâches primordiales sur ce plan consiste à trouver les voies vers la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale sans porter préjudice à la sécurité de qui que ce soit, mais, au contraire, dans l'intérêt de tous.

La signification politique particulière et la force morale des accords intervenus pendant la Conférence résident dans le fait qu'ils seront signés par les plus hauts responsables des Etats participants. Notre tâche commune primordiale consiste à rendre ces accords les plus efficaces possibles.

Nous partons de l'idée que tous les pays représentés à la Conférence mettront en pratique les accords intervenus. En ce qui concerne l'Union Soviétique, elle agira en ce sens.

A notre avis, le bilan général de la Conférence réside dans le fait que la détente internationale prend un contenu de plus en plus concret. La concrétisation de la détente, voilà le fond de la question, la base qui doit rendre la paix en Europe réellement durable et inébranlable. De ce point de vue, nous considérons que l'objectif essentiel consiste à mettre fin à la course aux armements et à obtenir des résultats concrets dans le domaine du désarmement.

Il est très important de proclamer des principes justes et équitables pour régir les relations entre les Etats. Il est non moins important d'affirmer ces principes dans les rapports internationaux contemporains, de les mettre en pratique et d'en faire une loi de la vie internationale que nul ne saurait transgresser. Tel est le but de notre politique de paix, et nous le proclamons une fois de plus du haut de cette tribune.

Certes, cette rencontre, sans précédent dans l'histoire, des dirigeants de 33 Etats européens, des Etats-Unis et du Canada, doit être l'étape clé du processus de détente, du renforcement de la sécurité européenne et internationale, du développement d'une coopération mutuellement avantageuse. Tout cela est vrai.

Mais pour que les espoirs que les peuples fondent sur cette rencontre et sur les décisions de la Conférence puissent être entièrement justifiés et ne soient pas compromis au premier orage, des efforts communs sont indispensables et tous les Etats participants doivent œuvrer sans relâche pour approfondir la détente.

Si le succès de la Conférence est devenu possible, c'est uniquement parce que ses participants ont toujours fait des pas les uns vers les autres, qu'ils sont parvenus à surmonter les difficultés, souvent non négligeables, et à élaborer, en fin de compte, des accords généralement acceptables sur chacune des questions discutées. Ces accords ont vu le jour et ont été atteints non pas en imposant les points de vue de certains participants aux autres, mais en tenant compte des opinions et des intérêts de tous et d'un commun accord.

S'il y a là des compromis, ce sont des compromis bien fondés, des compromis qui servent la cause de la paix sans supprimer les différences dans l'idéologie et les systèmes sociaux. Plus précisément, c'est l'expression de la volonté politique commune des Etats participants, telle qu'elle se présente alors qu'existent des Etats à régimes sociaux différents.

On peut tirer de l'expérience des travaux de la Conférence des conclusions importantes pour l'avenir. La plus importante – et elle a trouvé son expression dans l'acte final – est que personne ne doit, sur la base de telle ou telle considération de politique extérieure, tenter de dicter à d'autres peuples la façon dont ils doivent régler leurs propres affaires intérieures. Le peuple de chaque Etat, et lui seul, est souverain pour régler ses affaires intérieures et décréter ses propres lois nationales. Une autre attitude serait un terrain mouvant et dangereux pour la coopération internationale.

Le document que nous signons est une plate-forme large mais précise pour les actions des Etats sur le plan unilatéral, bilatéral et multilatéral pour les années, voire les décennies à venir. Mais ce qui a été atteint n'est pas le plafond. Aujourd'hui, c'est le maximum du possible, demain cela devra servir de point de départ à une nouvelle progression dans le sens des orientations définies par la Conférence.

Le propre de l'humanité est d'aspirer à la continuité dans toutes initiatives et affaires. Cela est vrai aussi pour la grande œuvre qui est entreprise aujourd'hui par les 35 Etats représentés à Helsinki. Cela a trouvé son expression dans les nouveaux pas qui ont été faits après la première Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et qui ont pour but la réalisation et le développement de ses tâches.

Devant ce prestigieux auditoire nous voudrions souligner tout spécialement un trait inaliénable de la politique étrangère de l'Union Soviétique, politique léniniste de paix et d'amitié entre les peuples : c'est son humanisme. Les décisions du XXIV^e Congrès de notre parti et le Programme de paix dont l'un des points prévoyait la convocation d'une conférence européenne sont pénétrés d'humanisme.

Nous constatons avec une profonde satisfaction que les principes élaborés par la Conférence et relatifs aux problèmes majeurs du renforcement de la paix en Europe, sont conformes aux intérêts des peuples, de tous les hommes, indépendamment de leur profession, nationalité ou âge : ouvriers, paysans, intellectuels, chacun pris individuellement et tous ensemble. Ils sont pénétrés de respect envers l'homme et du souci de le faire vivre dans des conditions de paix et de le rendre confiant dans l'avenir.

Les accords auxquels nous sommes parvenus accroissent les possibilités des peuples de jouer encore plus leur rôle dans ce qu'on appelle la « haute politique ». En même temps, ils concernent les problèmes de la vie des hommes. Ils contribueront à améliorer les conditions de vie, à fournir aux hommes un emploi et à améliorer les conditions d'enseignement. Ils sont liés à la préoccupation de la santé, bref à de nombreux éléments concernant les individus, les familles, les jeunes et les groupes sociaux.

Comme de nombreux autres orateurs qui ont parlé du haut de cette tribune, nous considérons la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe comme un succès commun de tous ses participants. Ses résultats pourront être utiles au-delà de l'Europe aussi.

Les résultats des longues négociations sont tels qu'il n'y a ni vainqueurs, ni vaincus, ni gagnants, ni perdants. C'est le triomphe de la raison. Tout le monde y a gagné : les pays de l'Est et de l'Ouest, les

peuples des Etats socialistes et capitalistes, membres d'alliances ou neutres, petits ou grands. C'est un avantage pour tous ceux qui sont attachés à la paix et à la sécurité sur notre planète.

Nous sommes persuadés que l'application fructueuse de ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord ici n'aura pas seulement un effet bénéfique sur la vie des peuples européens, mais deviendra une importante contribution à l'œuvre du renforcement de la paix universelle.

Une autre idée qui est probablement partagée par de nombreux autres participants est que la Conférence a été une école de politique internationale utile pour les Etats participants, utile surtout de nos jours où il existe des moyens de destruction et d'extermination incroyables.

La puissante impulsion donnée par cette rencontre des dirigeants des 35 Etats participants à la Conférence est appelée à aider tout le monde en Europe et en dehors de ce continent à vivre en paix.

En conclusion, je voudrais exprimer ma profonde gratitude au peuple et au gouvernement finlandais et personnellement au président Urho Kekkonen pour l'excellente organisation des travaux de la troisième étape, pour leur cordialité exceptionnelle et leur hospitalité.